



Une première victoire des travailleurs de Bursa

CONTRE LA MISE EN CONCURRENCE, UN POINT D'APPUI POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE.

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4 800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat «Turk Metal», dont les représentants sont liés aux patrons et qui va jusqu'à réprimer physiquement les ouvriers qui s'organisent. L'accord imposait 3% d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20% suite à la dévaluation de la monnaie turque. Une hausse significative des salaires, la garantie qu'aucun gréviste ne soit licencié, le départ de l'usine du syndicat «Turk Metal» font partie des revendications.

Une grève contagieuse

Les 60% d'augmentation de salaire obtenus par les travailleurs de Bosch puis le blocage de l'usine Renault ont été le départ d'une puissante vague de grèves de 12 000 salariés qui a touché les usines Tofas (groupe Fiat), Mako et Coskunöz (deux équipementiers de Renault) ou encore Ford Otosan, paralysant une partie de l'industrie automobile turque. Le slogan « Renault, la résistance c'est partout » a été repris par des milliers d'ouvriers.

La solidarité, c'est l'arme des travailleurs

Un slogan des grévistes traduit leur détermination : « Plutôt mourir que reculer ». Des groupes d'ouvriers sont venus devant l'usine en soutien aux grévistes barricadés à l'intérieur. On a apporté des couvertures pour affronter le froid, des commerçants ont apporté de la nourriture, les familles sont venues encourager les grévistes, des jeunes ont collé des affiches de soutien. A Izmir, Ankara, Istanbul, Eskisehir, Alexandrette, etc. les travailleurs d'autres entreprises ont exprimé leur solidarité avec ceux de Bursa.

Patrons, gouvernement et Turk Metal main dans la main pour éteindre l'incendie

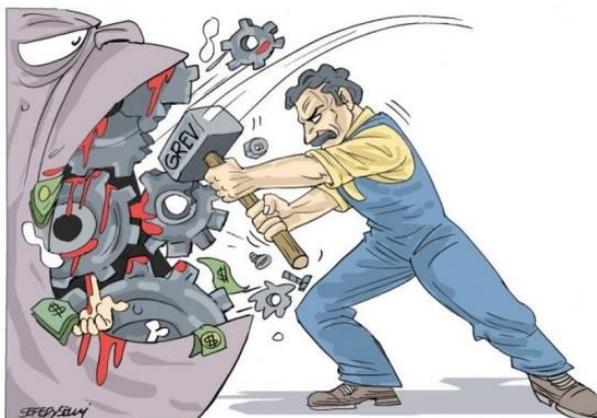
Patronat et gouvernement turc se sont dressés contre la grève. Le ministre de l'industrie a exigé une reprise immédiate du travail, avant toute négociation. Dans ce

pays où il est quasiment impossible de faire des grèves « légales », le procureur général de Bursa avait engagé des poursuites pour cause de grève illégale. La police s'était positionnée aux abords de l'usine et menaçait d'intervenir si les travailleurs de l'extérieur cherchaient à entrer dans l'usine. Quant à la direction de Renault, elle a envoyé une lettre aux grévistes pour les avertir que " leurs manifestations

perturbent le travail, constituent un crime et que seront licenciés ceux qui poursuivent ces actions". Elle a même menacé de « reconsidérer son investissement en Turquie », maniant le chantage au maintien des usines comme elle l'a déjà fait en Roumanie, en Espagne ou en France.

En Turquie comme ailleurs, on peut faire reculer les patrons

Lundi 25 mai, le travail a repris à Tofas où un accord est intervenu, stipulant qu'aucun gréviste ne sera licencié, que le syndicat jaune « Turk Metal » quittera l'usine, que des élections seront organisées prochainement pour l'élection des propres représentants des travailleurs et que sera versée une prime mensuelle. Le même accord a été signé chez l'équipementier Mako. Chez Renault, la direction a cédé le 27 mai, ainsi les grévistes ont notamment obtenu la liberté d'affiliation syndicale, une augmentation des salaires et la garantie qu'aucun gréviste ne soit licencié pour fait de grève. Les travailleurs suivent de près l'application de ces mesures. Face à l'offensive patronale pour baisser les salaires et dégrader les conditions de travail, en Turquie comme en France ou ailleurs, c'est une formidable victoire pour les ouvriers de Bursa. Mais c'est aussi un point d'appui pour tous les travailleurs de l'automobile, pour combattre la politique de mise en concurrence, de division des travailleurs d'un pays à l'autre.



LES SAMEDIS A L'USINE : RAS LE BOL !

Le CE d'Avril l'avait annoncé, celui de Mai l'a confirmé, tous les samedis seront travaillés jusqu'aux congés du mois d'Aout pour la plupart des ateliers de Trémery. Cela dure depuis des semaines, la fatigue s'accumule, les conditions de vie se dégradent, des tensions apparaissent dans les ateliers et les travailleurs ne sont toujours pas rémunérés ou si peu. Dans le même temps, ce sont les actionnaires et les membres du directoire qui ramasse (distribution d'actions gratuites, retraites chapeaux, etc...). Il est grand temps pour les travailleurs de reprendre confiance et de s'unir pour réclamer (au minimum) d'être payé pour le travail accompli. Sur le site de Mulhouse, un débrayage a poussé la direction à revenir sur le NCS, ainsi les samedis seront payés à partir du second. Cette victoire démontre que la direction est fébrile et capable de revenir sur son accord antisocial... Et jusqu'à preuve du contraire, la grève reste la plus efficace des armes du travailleur.

Projet de loi Rebsamen : tout pour les patrons... et tout contre les salariés

Les patrons sont vent debout sur la question du compte pénibilité, prévoyant des points permettant à certains salariés de partir en formation ou en retraite plus tôt, une contrepartie accordée lors de la réforme des retraites, et qui avait servi d'argument à la CFDT pour signer cette contre-réforme. Mais voilà, c'est compliqué, se plaignent les patrons. Alors, le gouvernement prévoit des assouplissements, traduire est en train de revenir sur ces quelques maigres avantages accordés aux salariés.

Dans le même temps, la loi prévoit de regrouper tous les délégués en un même organisme, signant par là en quelque sorte la fin des comités d'hygiène et sécurité (CHSCT) qui disparaîtraient dans un ensemble plus vaste avec moins de moyens. Car assurer la sécurité de leurs salariés, cela a toujours paru inutile et coûteux aux patrons. Les voici rassurés...à moins que l'intervention des salariés ne les fasse déchanter !

Mobilisation dans les hôpitaux : ça continue !

Les personnels des hôpitaux de Paris (AP-HP) ont fait grève et manifesté les 21 et 28 mai contre la volonté de leur direction de revenir sur les 35 heures et de supprimer leurs jours de RTT. Cette journée a été une franche réussite.

L'idée de s'en prendre aux 35 heures ne vient pas du seul directeur des hôpitaux parisiens, ni des responsables de la Fédération des hôpitaux : elle vient directement du Medef qui, depuis des mois, demande la fin ou au moins « l'assouplissement » de la loi des 35 heures.

Ainsi, c'est l'État qui donne le sale exemple, indiquant la voie à suivre au patronat. Mais les travailleurs des hôpitaux nous montrent eux-aussi le chemin à prendre en répondant massivement présents dans la rue aux appels à manifester. Le 11 juin a lieu une journée de mobilisation nationale dans les hôpitaux.

Il faudra qu'on se rejoigne, tous ensemble, dans la rue et dans la grève, public et privé, pour stopper les agressions du gouvernement et des patrons contre nos conditions de travail et nos emplois.

Macron au secours de Varin, l'ancien PDG de PSA

En novembre 2013, face au tollé, Philippe Varin, PDG de PSA à l'époque, avait alors promis qu'il renoncerait à toucher une retraite chapeau, ces cadeaux mitonnés pour PDG. Or le document de référence PSA 2014 indique une retraite de 299 000 euros bruts annuels versés à vie à l'ancien PDG ! Plus de 10 ans de salaires d'un ouvrier perçu chaque année, et 25 000 euros par mois. Un gros mensonge rendu public ! On exige des ouvriers plus de 41 années d'activités, mais c'est seulement 5 ans pour les PDG !

Comme Varin n'avait même pas fait les 5 ans minimum au moment de son départ début 2014 puisqu'il était arrivé chez PSA en juin 2009, il s'est trouvé une mission de 3 mois pour arriver à ces cinq années minimum.

Philippe Varin a depuis un nouveau job de PDG, celui du groupe AREVA. Après s'être fait la main avec la fermeture de l'usine d'Aulnay, il continue avec un plan de 6000 suppressions d'emplois chez AREVA.

Macron au secours de Varin le tricheur! «la retraite aujourd'hui touchée par Philippe Varin est bien conforme aux engagements pris en 2014» et le gouvernement « maintient sa confiance dans Philippe Varin », nommé à la présidence du groupe Areva en janvier.

Gattaz remet le couvert

Et voilà que le patron des patrons revient sur une de ses idées fixes : repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Il propose un abattement dégressif sur les pensions complémentaires perçues avant 67 ans. Pour un départ à la retraite à 62 ans par exemple, le salarié subirait une décote de 40%, puis de 30% à 63 ans, 18% à 64 ans, 2% à 65 ans et 1% à 66 ans. En clair, ou se serrer la ceinture de 62 à 67 ans, ou travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, c'est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes